



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

**Service Prévention des Risques Techniques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

pour l'exploitation d'un entrepôt logistique  
en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement  
de la société FM FRANCE SAS, dont le siège social est situé à Rue de l'Europe  
57 370 Phalsbourg pour son site situé à la ZAC du Plan  
400 Chemin de Gromelle 84 320 Entraigues-sur-la-Sorgue

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE**

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 mai 2014 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014164-0002 portant autorisation environnementale du 13 juin 2014 relatif à l'exploitation par FM FRANCE SAS d'une plateforme logistique située sur la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue (84 320) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 avril 2015 modifiant les dispositions et prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 13 juin 2014 susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 juillet 2017 modifiant les dispositions et prescriptions des actes administratifs suivants – arrêté préfectoral d'autorisation de 13 juin 2014 susvisé et – arrêté préfectoral complémentaire du 30 avril 2015 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2020 modifiant les dispositions et prescriptions des actes administratifs suivants – arrêté préfectoral d'autorisation de

13 juin 2014 susvisé - arrêté préfectoral complémentaire du 30 avril 2015 – arrêté préfectoral complémentaire du 06 juillet 2017 ;

- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance transmis à l'inspection le 02 mai 2024 relatif aux modifications des conditions de stockage de la cellule n°6 portant sur l'installation d'une mezzanine ;
- Vu** le bilan de conformité, transmis par courrier datant du 25 février 2025, à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié actualisant la situation administrative du site, suites aux évolutions réglementaires applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** le courrier de l'exploitant du 04 avril 2025 en réponse aux suites données à la visite d'inspection du 17 septembre 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 07 juillet 2025 suite à l'inspection du 27 mai 2025 ;
- Vu** les courriels du 16 juillet 2025 en réponse aux demandes de compléments l'inspection ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 19 septembre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 09 octobre 2025 ;
- Vu** les observations de l'exploitant du 13 octobre 2025 portant sur la modification de certaines des prescriptions applicables au site ;

**Considérant** que la société FM FRANCE SAS a procédé à des modifications des conditions de stockage de la cellule 6 afin de répondre à la demande d'un de ses clients en installant une mezzanine sur une partie de la cellule, constituée initialement de racks standards pour l'activité de stockage de produits ;

**Considérant** que l'installation de la mezzanine implique une modification de la distance maximale prévue initialement dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 13 juin 2014, relatif à "l'article 8.3.8 – Dispositions concernant l'exploitation de l'entrepôt" prescrivant :

*[...] En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. [...]* ;

**Considérant** que le point 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, dispose :

[...] En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. [...];

**Considérant** cette demande de modification est recevable pour l'inspection ;

**Considérant** les éléments d'appréciation contenus dans le dossier transmis par la société FM FRANCE SAS permettent d'analyser le caractère non-substantiel de ses demandes en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, notamment :

- l'installation de la mezzanine contribue à diminuer les risques associés aux scénarios étudiés dans l'étude de dangers du site, notamment les effets thermiques, grâce à la réduction du volume de stockage au sein de la cellule n°6 ;

**Considérant** que le bilan de conformité permet de mettre à jour la situation administrative du site ;

**Considérant** que les éléments transmis par l'exploitant, portant sur les articles 1.2.1., 4.3.5.1. et 4.3.5.2. de son arrêté préfectoral du 13 juin 2014, sont jugés recevables par l'inspection ;

**Sur** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société FM FRANCE SAS dont le siège social est situé rue de l'Europe 57 370 PHALSBOURG, est régulièrement autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs et du présent arrêté, à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement située sur la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue (84 320).

### **Article 2 :**

L'article 1.2.1. « Liste des installations classées » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014164-0002 du 13 juin 2014 modifié par les arrêtés préfectoraux du 30 avril 2014, du 06 juillet 2017 et du 26 février 2020, est remplacé par la disposition suivante :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11.	A	Seveso Seuil bas (règle de cumul)
1510.2.b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup> Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.	E	Volume de l'entrepôt de 11 cellules : 747 520 m <sup>3</sup>
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	E	823 t dont 774 t dans la cellule 3a et 49 t en zone picking
4734-2b	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris); gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations. 2. pour les autres stockages étant :	E	828,22 t dont 2,7 t de gazole pour les motopompes, 2,52 t de gazole pour les groupes électrogènes 774 t dans la cellule 3a et 49 t en zone picking



	b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total		
1436-1	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	DC	923 t  dont 774 t dans la cellule 3a et 99 t en zone picking
1511-3	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> .	DC	49 999 m <sup>3</sup>
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	D	400 KW
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 2. supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t.	D	1 t
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	D	95 t
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	D	195 t
4741-2	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans	D	95 t

	aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t		
4755-2b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables, 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoolémique volumique est supérieur à 40 %, la quantité susceptible d'être présente étant : b) supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup> et inférieure à 500 m <sup>3</sup>	D	400 m <sup>3</sup>
1185-2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 300 kg	NC	290 kg de R410a

A (Autorisation) E (Enregistrement), DC (Déclaration sous contrôles), D (Déclaration), NC (Non classé).

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Le total des rubriques 4510-2 et 4741-2 ne devra pas dépasser 95 t.

Le total des rubriques 1436, 4331 et 4734 stockées dans la cellule 3a (liquides inflammables) ne devra pas dépasser 774 t.

L'établissement est classé **SEVESO Seuil Bas** par la règle de cumul Seuil Bas définie à l'article R.511-11 du Code de l'environnement au titre des dangers pour l'environnement (rubriques 4510, 4511 et 4734).

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment qu'il respecte les quantités autorisées au présent article, au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### Article 3 :

L'article 1.2.3 – *Consistance des installations autorisées* – de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014164-0002 du 13 juin 2014 modifié, est complété en partie comme suit :  
[...]

La cellule n°6 dispose d'une mezzanine autoporteuse, sous sprinklage adapté, fixée au sol, et d'une surface de 1 250 m<sup>2</sup>, destinée au stockage de colis conditionnés.  
En conséquence, dans cette configuration seulement, la capacité de stockage de cette cellule est réduite de 17 656 m<sup>3</sup> à 3 046 m<sup>3</sup>.

Une unité au sol de production d'électricité photovoltaïque d'une puissance de 249 kWc est implantée sur les espaces verts en partie sud.

Les aires de stationnement poids lourds et véhicules légers dont deux nouveaux parkings créés en face des cellules 6, 7 et 8.

[...]

### Article 4 :

L'article 4.3.5.1 – *Rejets externes* – de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014164-0002 du 13 juin 2014 modifié, est modifié en partie comme suit :  
[...]

Point de rejet	N°1
Nature des effluents	Eaux industrielles (lavage uniquement)
Exutoire du rejet	Réseau communal
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Sorgues et in fine l'Ouvèze
Autres dispositions	Autorisation de déversement et de rejet

Point de rejet	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Réseau de la ZAC
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Bassin d'infiltration de la ZAC
Autres dispositions	Autorisation de déversement

#### Article 5 :

L'article 4.3.5.2 – *Rejets internes* – de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014164-0002 du 13 juin 2014 modifié, est modifié en partie comme suit :

[...]

Point de rejet	N°3
Nature des effluents	Eaux pluviales des aires de circulation et Eaux susceptibles d'être polluées
Exutoire du rejet	Bassin d'orage du site
Traitement avant rejet	Trois séparateurs d'hydrocarbures (EPV-A, EPV-B et EPV-C)*
Autres dispositions	Autorisation de déversement et de rejet

EPV : Eaux pluviales de voiries

A/B/C : secteurs du site

#### Article 6 :

L'alinéa 17 de l'article 74.1 – *Rétention et confinement* – de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014164-0002 du 13 juin 2014 modifié, est modifié comme suit :

Le volume nécessaire à ce confinement est de 4 448 m<sup>3</sup>.

[...]

#### Article 7 :

L'article 8.3.8 – *Dispositions concernant l'exploitation de l'entrepôt* – de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014164-0002 du 13 juin 2014 modifié, est modifié en partie comme suit :

[...]

En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

[...]

#### Article 8 :

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 relatif modifié relatif au Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts.
- Arrêté ministériel de prescriptions générales du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.



- Arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511.
- Arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2925.
- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- Arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 mai 2014 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du Code de l'environnement.

### **Article 9 : Voies et délais de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

### **Article 10 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 11 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire d'Entraigues-sur-la-Sorgue, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des finances publiques de Vaucluse, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

**13 NOV. 2025**

Pour le préfet,  
La secrétaire générale

**Sabine ROUSSELY**